



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Industrie : reprise du travail contre urgence sanitaire !

Une seule priorité : la protection de la santé de toutes et tous

L'usage par le Président Macron de la rhétorique guerrière est commode. Il permet de faire croire qu'en période de crise sanitaire nous serions toutes et tous sur un pied d'égalité, uni.e.s face un ennemi commun : le virus. Le problème du discours présidentiel, c'est son décalage avec la réalité et les actes. « Restez chez vous » semble être le mot d'ordre... du moins pour celles et ceux qui le peuvent !

Le corps médical appelle, depuis plusieurs semaines, les Français.e.s à se confiner. Les citoyen.ne.s ont bien compris que ce qui leur était demandé constituait un élément décisif dans la propagation de l'épidémie. Freiner sa propagation, désengorger les urgences, est indispensable pour sauver des vies et ne pas mettre plus en péril « la première ligne », les soignant.e.s.

Or, au nom du sacro-saint dogme économique des parts de marchés, le gouvernement et les dirigeants de grandes entreprises organisent la reprise de tous les secteurs d'activité comme à Airbus, Michelin à Roanne ou encore la reprise des travaux pour le CDG Express, en Île-de-France et dans bien d'autres groupes. Les salarié.e.s sont sommé.e.s de reprendre le travail, alors que l'épidémie fait toujours beaucoup de victimes en France. De plus, les secteurs non vitaux dans la période utilisent des moyens de protection qui font cruellement défaut dans les secteurs obligés à fonctionner dans l'intérêt de la population.

L'objectif unique et immédiat devrait être la lutte pour la santé des citoyen.ne.s. La production devrait avoir pour seule visée de produire les biens et services nécessaires à la réponse aux besoins pendant la gestion de la crise sanitaire.

Nos vies valent moins que leurs profits !

Il règne un grand flou sur ce qu'est une activité « essentielle », « vitale ».

Légitimement, nombre de salarié.e.s sont inqui.et.ét.e.s pour leur santé et celle de leurs proches. Les déplacements pour aller au travail, la proximité entre salarié.e.s renforcent le risque d'infection. Le flou sur les règles, organisé par le gouvernement et instrumentalisé par le patronat ne profite pas aux salarié.e.s. Les informations qui nous remontent du monde du travail sont scandaleuses : chantage à la concurrence, chantage à la reprise du travail avec pression sur les salarié.e.s et les représentant.e.s du personnel élu.e.s, pour maintenir coûte que coûte la production, qu'elle soit essentielle ou pas dans la période.

Dans les filières aéronautique, navale, automobile, ferroviaire, etc., ne pourrait-on pas décaler les productions plutôt que faire croire aux salarié.e.s que la concurrence impose la reprise du travail ?

Sous l'état d'urgence sanitaire, un véritable état d'urgence sociale !

La CGT dénonce les mesures prises dans l'urgence par le gouvernement visant à s'attaquer au code du travail, à inciter les employeurs à verser « la prime Macron » pour reprendre leur activité, au risque de renforcer la crise sanitaire et de mettre en danger le monde du travail et la population.

La crise sanitaire n'a fait que précipiter et accroître une crise financière annoncée. Pour la CGT, il est hors de question que les salarié.e.s en payent l'addition.

Partout, le redémarrage de l'industrie s'annonce. Il n'y a donc aucun changement de paradigme, aucune leçon retenue de la période. La reprise du travail est poussée par un raisonnement économique, le même qui nous a conduit dans cette situation.

La CGT souhaite alerter l'opinion publique sur le double langage du gouvernement « Restez à la maison » mais « allez travailler » alors que le corps médical est unanime et l'OMS le confirme : le confinement est la règle pour lutter contre la pandémie.

La CGT réaffirme qu'il est indispensable, pour dire plus jamais ça, de penser l'après autrement, au service de l'intérêt général, pour répondre aux besoins sociaux et à l'urgence environnementale.